

Arrêté N° 2020-08-064

Portant mise en demeure de la Communauté de communes du Piémont Cévenol exploitant de la déchetterie de Saint Hippolyte du Fort (30170) de respecter les dispositions réglementaires afférents à l'élimination des déchets

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment son article L 171-8 ;

Vu le titre du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté n° 0709097 du 28 septembre 2007 autorisant la communauté de communes de Cévennes Garrigue, devenue la communauté de communes du Piémont Cévenol, à exploiter une station de transit de résidus urbains et une déchetterie à Saint Hippolyte du Fort ;

Vu le courrier du président du Symtoma en date du 3 décembre 2018 adressé à la sous-préfète du Vigan ;

Vu les déchets verts issus des déchetteries de Liouc et de Saint Hippolyte du Fort déposés illégalement sur le domaine de Sebens à Sauve appartenant à M. Jean-Yves METGE constatés le 5 octobre 2018 par l'inspection des installations classées ;

Vu les actes et sanctions prévus par le code de l'environnement pris à l'encontre de M. Jean-Yves METGE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2020 ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé le 6 août 2020 ;

Vu le courrier de réponse de l'exploitant en date du 12 août 2020 ;

Considérant les dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement qui précise que "tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge";

Considérant que par son courrier du 3 décembre 2018, le président du Symtoma indique avoir déposé entre le 1er avril 2016 et le 7 juillet 2017, 12870m3 récupérés des déchetteries de Liouc et de Saint Hippolyte du Fort;

Considérant d'une part que M. METGE ne dispose pas de l'autorisation administrative pour traiter des déchets issus d'une ICPE, et d'autre part l'absence de régularisation administrative de la situation malgré les actes et sanctions prévus par le code de l'environnement pris à l'encontre de M. METGE ;

Considérant dès lors que les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté n° 0709097 du 28 septembre 2007 réglementant la déchetterie de Saint Hippolyte du Fort lequel stipule « les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptés et autorisés à les recevoir », ne sont pas respectés ;

Considérant qu'il n'est pas démontré l'innocuité de la couche de compost issue de la décomposition des végétaux vis-à-vis de l'environnement notamment du fait de la présence visible de plastiques n'ayant pas fait l'objet d'un tri en amont ;

Considérant qu'en conséquence il convient d'appeler la responsabilité du producteur des déchets, à savoir la communauté de communes du Piémont Cévenol, pour assurer le traitement, par une installation dûment autorisée, des déchets verts résiduels toujours présents sur le domaine de M. METGE ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la communauté de communes du Piémont Cévenol, de respecter les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté d'autorisation de sa déchetterie de Saint Hippolyte du Fort ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 - Régularisation

La communauté de communes du Piémont Cévenol, dont le siège social est situé 13bis, rue du Dr Rocheblave à 30260 Quissac est mise en demeure de respecter sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral n°0801001 du 29 janvier 2008 autorisant l'exploitation d'une déchetterie à Saint Hippolyte du Fort notamment en assurant un traitement régulier des déchets verts déposés illégalement sur le domaine de Sébens à Sauve appartenant à M. METGE.

Pour satisfaire la présente mise en demeure, l'exploitant transmet sous le délai requis à l'inspection des installations classées les justificatifs afférents au traitement effectué tels que prévus par l'article 5.5 de l'arrêté d'autorisation précité.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes.

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 – Notification et Exécution

Le présent arrêté est notifié à la Communauté de communes du Piémont Cévenol 30260 QUISSAC.

Une copie est adressée aux personnes suivantes :

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie-Unité inter-départementale de Gard-Lozère,
- M. Jean-Yves METGE propriétaire du domaine de « Sebens » à Sauve,
- le maire de Saint Hippolyte du Fort,
- le maire de Sauve,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Vigan, le 21 août 2020

Le préfet ,

Pour le Préfet,
le secrétaire général

François LALANNE